Lettre ouverte des salariés de Vallourec Tarbes à Monsieur le Président de la République Française

Tarbes, le 17 janvier 2 018

Monsieur le Président de la République,

connaissant votre attachement à notre département et parce que nous pensons que les Hautes-Pyrénées n'ont pas pour seul avenir de devenir un désert et qu'elles doivent rester un lieu où il fera bon construire un projet de vie en famille, nous avons fait le choix de vous écrire.

Le 11 décembre 2 017, nous apprenions la vente par le groupe Vallourec de son activité Drill au groupe américain NOV.

Dans le scénario présenté par le groupe, notre entreprise est exclue du périmètre de la vente, le cabinet Athema étant chargé dans un délai des plus courts, puisqu'il est question d'une échéance à fin février début mars 2 018, de rechercher un repreneur cantonné à l'industrie de défense, au motif que 30 % du chiffre d'affaires de Vallourec Tarbes est assuré par la société Nexter.

Nous savons que vous connaissez parfaitement le dossier du groupe Vallourec puisque vous aviez suivi de très près, en tant que Ministre de l'industrie, la restructuration de 2 016 qui avait notamment abouti à l'implication de l'Etat par l'intermédiaire de la BPI et de la CDC, la BPI devenant le premier actionnaire du groupe avec une mise de fonds de 250 millions d'euros.

Un groupe qui aura en outre distribué sur les quinze dernières années 2,2 milliards d'euros de dividendes et perçu plus de 17 millions d'euros au titre du CICE

Aujourd'hui nous sommes cinquante trois salariés qui ne nous résignons pas à voir disparaître notre site industriel et nos emplois.

Certains d'entre nous ont d'ailleurs montré tout leur attachement à leur emploi et à l'avenir de l'entreprise en acceptant une mobilité qui les a amené dans le cadre de la restructuration de 2 016 à quitter leur région d'origine et traverser la France pour rejoindre notre département.

Nous considérons qu'il est aujourd'hui impératif de se donner et de nous donner du temps pour étudier toutes les possibilités susceptibles d'assurer la pérennité du site et de nos emplois.

Cela suppose d'explorer les pistes d'élargissement du marché lié aux activités de défense en relation avec la société Nexter et le Ministère de la défense, tout comme il conviendrait d'élargir le mandat de recherche de repreneurs à d'autres secteurs d'activité que ceux initialement définis.

A ce titre nous estimons que la possibilité d'une reprise de nos activités par la société Nexter doit faire partie des pistes privilégiées tout comme doit être à l'ordre du jour la participation de la BPI à une opération de reprise permettant la sauvegarde du site industriel et des 53 emplois.

De même, au regard des efforts réalisés par la collectivité publique pour assurer le maintien du groupe Vallourec, nous considérons que les pouvoirs publics ont aujourd'hui un rôle majeur à jouer dans le cadre de cette nouvelle restructuration.

C'est en ce sens que nous avons demandé à Mme la Préfète des Hautes Pyrénées lors de la réunion du 29 décembre dernier, à ce que le secrétariat général du CIRI (Comité Interministériel de Restructuration Industrielle) soit en charge de notre dossier, de même nous avons demandé à ce que

le groupe Vallourec assume les travaux de mise aux normes auxquels il était contraint par voie de décision de justice.

Nous aurions bien entendu souhaité vous faire part directement de nos inquiétudes, de nos angoisses, mais aussi et surtout de notre volonté de tout faire pour préserver et assurer l'avenir de nos emplois industriels lors de votre récent séjour dans le département.

Cela ne fut pas possible, et nous le regrettons, mais nous espérons que l'Etat saura tout mettre en œuvre pour assurer le maintien de notre activité industrielle.

En effet, il ne s'agit pas pour nous de s'en tenir à des mesures d'accompagnement individuelles mais bien d'assurer la pérennité et l'avenir de nos emplois.

Comme ont pu l'exprimer les élus du département, toutes tendances confondues, par courrier du 28 décembre 2 017 au Ministre de l'Economie « *il en va non seulement du sauvetage d'une unité de production industrielle importante pour Tarbes mais aussi et surtout d'un impératif d'aménagement du territoire* ».

De même, ils ont demandé « ….*du temps qui pourra être mis à profit, avec l'implication de tous les acteurs* [Etat, Région Occitanie, BPI, CDC…] *pour trouver les repreneurs qui assureront non seulement le maintien des emplois et des savoir-faire à Tarbes, mais qui participeront également au maintien d'un maillage industriel régional cohérent et compétitif* ».

Pour notre part, et plus que jamais, nous sommes aujourd'hui mobilisés pour nos emplois, nos familles et notre territoire.

En espérant que l'Etat pourra nous entendre et nous apporter tout le soutien nécessaire, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre haute considération.